

Communiqué de presse

A la Direction des Finances Publiques (ex-impôts et ex-trésor) 12 emplois ont été à nouveau supprimés en 2014 dans le Tarn. Depuis 2005, ce sont ainsi 112 emplois qui ont disparu dans notre département.

Aujourd'hui le non remplacement des départs à la retraite ne permet plus aux agents d'assurer correctement les missions de service public. Ce qui génère une insatisfaction au niveau des usagers : les files d'attente sont plus longues. La fermeture des grands centres de Castres et Albi durant la pause méridienne a été rendue inévitable compte tenu du manque d'effectif.

Le Service des Impôts des Particuliers d'Albi (SIP-209 rue roc)) n'échappe pas à la règle gouvernementale des suppressions d'emplois, et subit depuis plusieurs années de trop nombreuses réductions de postes.

Le service public est clairement sacrifié à la Direction Générale des Finances Publiques.

Certaines missions sont abandonnées au détriment de la justice sociale et fiscale. Les services n'ont plus les moyens de lutter contre la fraude fiscale qui représente environ 70 milliards d'euros. Le service public ne doit pas être uniquement considéré comme une charge pour notre société, mais aussi comme une nécessité de justice et d'égalité.

Les agents sont à bout. Ils ne supportent plus la dégradation constante de leurs conditions de vie au travail. Le malaise est réel. En dix ans, les services du ministère des Finances ont perdu un quart des effectifs, et les suppressions vont continuer, notre ministère étant considéré par le gouvernement comme non prioritaire.

En conséquence, les agents des Finances Publiques du Service de Impôts des Particuliers d'Albi (SIP), soutenus par leurs organisations syndicales départementales CGT, Solidaires, FO, CFDT , **seront en grève le mardi 16 septembre 2014**. Ils dénoncent les suppressions d'emplois, la dégradation de leurs conditions de vie au travail et du service rendu à l'usager.

Les revendications sont : la création de postes supplémentaires, le renforcement des missions de la DGFIP, l'amélioration des conditions d'accueil des contribuables.